Jeudi 9 octobre

SOUS EMBARGO STRICT JUSQU’AU JEUDI 9 OCTOBRE 2025 00:01

**AU BORD DU GOUFFRE : LES EMPLOIS ET LA CROISSANCE DE L’INDUSTRIE CHIMIQUE EUROPÉENNE EN PÉRIL. UN RAPPORT D’OXFORD ECONOMICS**

*Enseignements et données clés*

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Jeremy Leonard, directeur général des Services mondiaux aux industries chez Oxford Economics** : *« Ce rapport met en évidence les tensions subies par l’industrie chimique européenne. L’association du coût élevé de l’énergie, de contraintes réglementaires, des droits de douane américains et d’une surcapacité mondiale tirée par la Chine nuit lourdement à la compétitivité des producteurs européens de produits chimiques. »* |

**L’industrie chimique européenne connaît un rapide déclin, et a atteint un point de bascule**

* **La production est à son plus bas en dix ans.** Au 2ème trimestre 2025, la production du Royaume-Uni et de l’Allemagne était respectivement de 30 % et de 18 % inférieure à ce qu’elle était en 2019 (avant la pandémie). Elle est de 12 % plus faible en France par rapport à 2019, et de 7 % plus faible en Belgique.
* Au 3ème trimestre 2025, les entreprises chimiques de Belgique, d’Allemagne et de France fonctionnaient respectivement à 72 %, 73 % et 79 % de leurs capacités.
* **La baisse de la production a entraîné des fermetures d’usines et des pertes d’emplois.** En 2023 et 2024, l’équivalent de plus de 11 millions de tonnes de capacités a fermé en Europe, soit un total de 21 grands sites.
* Entre 2019 et 2024, la croissance annuelle moyenne des **dépenses d’investissement dans les entreprises de l’industrie chimique européenne était inférieure de moitié à leurs homologues américaines** (1,5 % contre 3 %). Nous estimons que ce fossé sera amené à perdurer au cours de la décennie à venir. Huit des dix plus grandes sociétés de l’industrie chimique mondiale réduisent leurs opérations en Europe ou s’en retirent, tandis que **les dix plus gros producteurs américains investissent et se développent**.

**Les trois grandes causes des perspectives maussades de l’industrie chimique européenne**

**1 L’écart des prix de l’énergie**

* Au 3ème trimestre 2025, les cours du gaz en Europe étaient **quatre fois supérieurs à ce qu’ils étaient aux États-Unis**, et demeureront trois à quatre fois plus élevés au cours des cinq années à venir.
* L’Europe dépend des importations de GNL, à la fois coûteuses et volatiles, tandis que **la Chine alimente sa production industrielle et chimique grâce à du gaz russe bon marché**, ce qui contribue à saper la compétitivité de l’industrie chimique britannique et européenne.
* Actuellement, le prix de l’électricité industrielle pour les producteurs européens est **deux à trois fois plus élevé que le prix du gaz industriel.**
* Par conséquent, à moins d’une réduction considérable du coût de l’électricité industrielle, **la progression de l’électrification continuera d’affaiblir la compétitivité du secteur chimique européen** par rapport aux autres territoires.

**2. La réglementation environnementale et autres contraintes réglementaires**

* Du fait du Système d'échange de quotas d'émission de l’Union européenne et du Royaume-Uni, les entreprises chimiques paient pour le CO2 qu’elles émettent. Ce qui leur porte un préjudice financier, car **les entreprises qui exportent au Royaume-Uni ou dans l’UE** ne s’acquittent pas de ce coût. **On s’attend à ce que les prix du carbone continuent d’augmenter en Europe, pour plus que doubler d’ici 2040.**
* Pour atteindre les objectifs de neutralité carbone, l’industrie chimique européenne devrait investir de **800 milliards à 1 trillion d’euros**. **Les autres territoires n’ont pas adopté d’objectifs de décarbonation aussi ambitieux.**

**3. L’essor de la concurrence étrangère et l’accentuation du déséquilibre de la balance commerciale**

* Bien que la production de l’industrie chimique européenne soit à son plus bas en dix ans, **les importations de produits chimiques dans les pays européens ont fortement augmenté**. Depuis 2019, le total des importations de produits chimiques en Belgique a bondi de 60 %, et de près de 50 % en France et en Allemagne.
* La Chine a considérablement renforcé ses capacités nationales de production chimique, **grâce aux prix bas du gaz et du pétrole brut russes**. Étant donné la demande intérieure relativement faible, les producteurs chinois se sont tournés vers les marchés européens. **Entre 2019 et 2024, les importations de produits chimiques chinois dans l’Union européenne ont augmenté de 34 %.**
* Cette hausse a également incité les entreprises chimiques du Moyen-Orient et des États-Unis à réorienter leurs exportations vers les marchés européens.
* Dans le cadre du **nouvel accord commercial entre l’UE et les États-Unis**, les entreprises chimiques européennes qui souhaitent exporter aux États-Unis subissent des droits de douane de 15 % (contre 6,5 % auparavant). À l’inverse, les entreprises chimiques américaines n’ont plus à s’acquitter de droits de douane lorsqu’elles exportent vers l’UE (contre 6,5 % auparavant).
* Du fait des droits de douane protégeant les entreprises américaines, **les produits chinois jusqu’alors destinés au marché américain sont désormais réorientés vers l’Europe.**

**Un déclin, trois grandes conséquences**

**1 Économiques**

* Le secteur de la chimie est la quatrième plus grosse industrie d’Europe. Il est profondément imbriqué dans l’économie européenne, et emploie 1,2 million de personnes.
	+ Chaque emploi créé dans ce secteur fait vivre indirectement entre 3 et 4,6 emplois ailleurs sur le continent, soit par le biais de la chaîne logistique, soit car les employés du secteur dépensent leur salaire dans l’économie de consommation.
	+ Chaque million d’euros que le secteur contribue au PIB contribue également à une autre partie de l’économie nationale, à hauteur de 1,1 million à 1,4 million.
* La vente de 100 millions d’euros de produits chimiques produits par l’un des trois grands pays producteurs de l’industrie chimique de l’UE ou du Royaume-Uni participe au maintien de 620 à 830 emplois à travers l’Europe (soit directement, soit via la chaîne logistique, soit via l’économie de consommation).
	+ En revanche, si cette production était déplacée aux États-Unis ou en Chine, l’achat de 100 millions d’euros de produits chimiques importés **contribuerait au maintien de 580 à 790 emplois en moins** dans l’UE et au Royaume-Uni, car les activités d’importation ne participeraient qu’au maintien de 30 à 40 emplois, entre le recours à des fournisseurs européens et les dépenses de consommation.

**2. Stratégiques**

* Les produits chimiques sont essentiels aux infrastructures nationales critiques, à la santé, aux transports, à la défense, au BTP, à l’industrie manufacturière et à d’autres secteurs.
* C’est ainsi que le chlore est indispensable au traitement de l’eau, que les solvants sont cruciaux pour la production de médicaments et de vaccins, ou que la fibre de carbone est nécessaire à la production de systèmes de transport et de défense légers.
* Une dépendance accrue aux importations aurait de **fortes implications pour la sécurité nationale**.

**3. Environnementales**

* Le déclin de l’industrie chimique européenne va entraîner une dépendance accrue de l’Europe aux importations de produits chimiques. Lesquels seront produits de façon plus polluante dans des économies telles que la Chine, les États-Unis et le Moyen-Orient.
* Les données des émissions laissent à penser que la production chimique émettrait deux fois plus de CO2 si elle était transférée aux États-Unis, et trois fois plus si elle était transférée en Chine.
* L’importation de produits chimiques entraînerait également de plus grandes distances de transport, d’où une hausse des émissions.
* Par conséquent, **aussi paradoxal que cela puisse paraître, le déclin de l’industrie chimique européenne pourrait déboucher sur une hausse des émissions mondiales**.

 **Il nous faut agir de toute urgence, sans quoi le Royaume-Uni et l’Union européenne perdront un pilier de leur tissu industriel**

* La suppression des taxes et des prélèvements sur l’énergie industrielle, ainsi que l’instauration d’aides ciblées, contribuerait à inverser la tendance et à éviter de nouvelles fermetures.
* L’association de droits de douane ciblés et d’une taxe carbone aux frontières bien pensée protégera la part de marché de l’Europe face aux concurrents qui bénéficient d’une énergie subventionnée ou faiblement régulée.
* Le rétablissement d’allocations à titre gratuit et la baisse de la tarification du CO₂ permettrait immédiatement aux entreprises de respirer, et leur laisserait le temps d’investir dans des technologies de décarbonation comme le CCS et l’hydrogène.

Le rapport complet peut être téléchargé à cette adresse : . <https://we.tl/t-qlW3ot22J2>